

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Merci-au-peuple-venezuelien-merci-a-Chavez>

# **Merci au peuple vénézuélien, merci à Chavez.**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 10 octobre 2012

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles la majorité des Latinoaméricains, et aussi les Européens qui sont asservis par l'oligarchie financière, doivent se sentir réconfortés et optimistes par le résultat de l'élection au Venezuela, qui donne au Président Hugo Chavez un nouveau mandat pour poursuivre la révolution bolivarienne, la construction d'une démocratie participative et d'un modèle socio-économique alternatif au néolibéralisme.

Et aussi, il y a la satisfaction de voir que la majorité des Vénézuéliens ont manifesté leur décision de continuer, malgré les campagnes de propagande que génèrent les médias aux mains des classes les plus réactionnaires, récupérant toute leur histoire pour continuer de construire une nation qui s'inscrit dans l'idéal fraternel et solidaire que nos libérateurs ont imaginé pour Notre Amérique, et qui se matérialise aujourd'hui dans le processus d'intégration de la région.

Sans doute ce triomphe de Chavez « dans les élections présidentielles vénézuéliennes immaculées », comme dit le respecté collègue Aram Aharonian [1] ravive le processus intégrateur de la région tandis qu'il donne une respiration « pour ceux qui en Amérique Latine et dans le monde cherchent la sortie à la crise du néolibéralisme : oui on peut lutter contre le capitalisme ».

## Mais avant tout un peu de réalité.

L'Union Européenne (UE) est en récession, le chômage est massif et la pauvreté croît sans cesse, et les perspectives pour 2013 sont plus que sombres. Aux États-Unis (EU), la croissance plafonne, et le chômage et le sous-emploi est plus de deux fois supérieur au taux officiel de licenciement [2].

Le FMI vient de faire connaître ses prévisions de croissance économique au niveau mondial pour 2013 que le portail *Eurointelligence.com* qualifie de « panorama lugubre » spécialement pour l'euro-zone (ZE) : *Ce sont les « économies avancées », qui en 2012 progresseront de 1.3 % et en 2013 à peine de 1.5 %, qui déprimeront la croissance économique mondiale, et dans le cas de la ZE, selon le FMI, il y aura un recul de 0.75 % au deuxième trimestre, soit une récession, et on prévoit une croissance nulle pour le premier semestre de 2013.*

Wolf Richter, homme d'affaires de San Francisco qui collabore régulièrement au portail « *Testosterone Pit* » [3] commente la situation tragique de l'Espagne, les manifestations quotidiennes contre les programmes d'austérité que le gouvernement de Mariano Rajoy applique avec brutalité, et il souligne que 77 % de la population soutient les manifestants, et que 84 % a « *peu ou aucune confiance* » dans le gouvernement.

Et il cite Jan Zijderveld, directeur des opérations européennes de la multinationale Unilever - troisième groupe au monde de biens de consommation - qui a dit que « la pauvreté revient en Europe », et que c'à cause de cela Unilever déploiera en Europe « *ce qui a fonctionné dans les pays pauvres du monde en développement* ».

Aux États-Unis, où le FMI pronostique une croissance de 2.1 % en 2013 (face à 2.2 % en 2012), les stimulations monétaires de la Réserve fédérale ne réussissent pas à sortir à l'économie de cette croissance faible qui est vue par plusieurs économistes comme « la nouvelle normalité ».

Une « normalité » qui se caractérise, comme dit Gar Alperovitz, professeur d'Économie Politique de l'Université du Maryland, par : « *une concentration de la richesse qui a des contours médiévaux : les 400 personnes qui sont au sommet de la pyramide des revenus aux EU possèdent maintenant une richesse supérieure à celle des 180 millions d'Américains qui forment la base de la pyramide* » [4], qui pose l'hypothèse selon laquelle « qu'a été déjà

épuisé le potentiel de la troisième révolution industrielle », la révolution de l'informatique, et qu'on doit envisager la possibilité que le capitalisme ne retrouve pas les taux de croissance du passé.

## La subversion en marche.

Depuis la destitution par la force du Président hondurien Manuel Zelaya, en 2009, nous assistons en Amérique latine à une nouvelle offensive des États-Unis et de ses alliés - en particulier le Canada - pour déloger les gouvernements démocratiquement élus et pour instaurer des régimes néolibéraux favorables aux grandes entreprises extractives ( secteur pétrolier et industrie minière en général) et disposés à accepter la présence de bases militaires américaines dans ses territoires.

Le nouveau « mode opératif » de la subversion, qui combine l'usage de la pression politique, diplomatique et militaire américaine et de ses alliés, à côté des manœuvres et du chantage des multinationales du secteur extractif, a un allié puissant dans les médias concentrés qui amplifient les protestations sectorielles, étouffent la voix du peuple et créent les conditions, comme ce fut le cas au Honduras et récemment au Paraguay, pour mener des coups d'État grâce aux mécanismes institutionnels.

Comme l'analyse Edgardo Mocca dans Página/12 [\[5\]](#) le cas des protestations récentes pour des questions salariales du personnel de la Gendarmerie et de la Préfecture (les policiers militarisés) à Buenos Aires, qui n'ont pas cessé après que les revendications initiales aient été satisfaites, et ont été « amplifiées sans limites » par les médias concentrés en peu de mains, « ne peut qu'activer une alerte très profond parmi de nous ceux qui voulons vivre dans une démocratie ».

Mocca écrit que « il n'y a pas, effectivement, d'émeute militaire en marche. Mais, elle n'a pas non plus existé il y a peu au Paraguay et ni au Honduras en 2009. L'insubordination policière en Équateur de 2010 et celles plus récentes en Bolivie n'ont pas non plus eu cette forme classique. Mais fixer l'analyse sur les formes empêche de penser les tensions et les menaces contre notre démocratie, comme elles s'expriment actuellement. Quand nous parlons des menaces, nous nous référons concrètement aux stratégies des groupes concentrés de pouvoir pour soumettre de facto le pouvoir constitutionnel à leurs desseins, pour s'y confronter dans la mesure où ils ne peuvent le soumettre et, par hasard, pour l'abattre. Finalement, le coup d'État, comme nous l'avons connu, n'est qu'une forme historique de ces stratégies ».

## L'oligarchie en action.

Ce que Mocca décrit comme soumission de facto du pouvoir constitutionnel aux groupes concentrés de pouvoir, soit éliminer la démocratie ou la transformer en simulacre électoral pour maintenir le *statut social quo*, n'est pas une stratégie « de prise de pouvoir » limitée aux pays latinoaméricains.

Selon le Dictionnaire de la Langue espagnole, une oligarchie a trois définitions :

- 1. Gouvernement de quelques uns ;
- 2. Forme de gouvernement dans laquelle le pouvoir suprême est exercé par un nombre réduit de personnes qui appartiennent à la même classe sociale ;

- **3.** Ensemble de quelques hommes d'affaires puissants qui s'unissent pour que toutes les affaires dépendent de leur volonté.

Les trois définitions reflètent fidèlement l'état de la situation actuelle dans le monde capitaliste avancé, depuis les Etats-Unis jusqu'à l'Union Européenne, en passant par la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada et le Japon, et maintenant l'impérialisme essaie de les appliquer en Amérique latine. Comment arrivons-nous à cela ?

Dans des pays comme LES EU la « prise du pouvoir » par les riches qui constituent l'oligarchie présente a commencé il y a quelques décennies [6] et se manifeste par le contrôle des institutions étatiques, en particulier la Cour suprême fédérale - grâce à la nomination de juges ultraconservateurs pour une interprétation de la Constitution toujours favorable aux intérêts dominants - et tout le système judiciaire.

La concentration des moyens de communication de masse aux mains d'intérêts liés ou appartenant à cette oligarchie joue un rôle clef dans tous ces processus. Cela peut être constaté en Amérique latine comme aux EU et le reste des pays du « *capitalisme avancé* ».

Deux milliards de dollars provenant en grande partie de cette oligarchie ont été dépensés pour la première partie de l'actuelle campagne électorale américaine, et probablement la somme atteindra ou dépassera les quatre milliards de dollars, qui iront en majeure partie aux chaînes de radio et de télévision.

De cette façon, méthodiquement et en s'appropriant les institutions, les médias et les centres d'éducation universitaire pour former leurs cadres, les partis politiques à travers le financement des candidats, entre d'autres aspects, cette oligarchie rentière a imposé la « dictature du marché », des finances.

Et voilà qu'il s'agit bien d'une dictature à laquelle, comme il montre le cas de l'UE, n'échappent pas les gouvernements élus, qui doivent suivre le dictact des technocrates qui dirigent les institutions, spécialement la banque Centrale Européenne, sous peine d'être remplacés, comme on a vu en Grèce et en Italie, par des technocrates au service du marché.

Ce processus explique l'ankylose du système politique aux EU et dans d'autres pays du « *capitalisme avancé* », l'état moribond de la démocratie et de la répression policière de plus en plus brutale contre ceux qui protestent contre la dictature du marché.

### **Il faut préserver la démocratie.**

Comme on l'a vu dans l'élection de dimanche dernier au Venezuela, dans ce pays la démocratie jouit d'une bonne santé. La même chose peut être dite de la démocratie en Argentine, en Bolivie, en Équateur et dans d'autres pays qui ont pris des chemins similaires, mais il faut être vigilants, renforcer et approfondir ces processus et ne pas ignorer les menaces qui pèsent sur ces pays.

Comme échantillon pour montrer que la menace existe il suffit de voir les réactions de la presse en France qui reflètent les intérêts de l'oligarchie locale et globale. Le lundi 8 le quotidien *Le Figaro* publiait une « analyse » de Pierre Rousselin intitulée « *Chávez pourrait ne pas terminer son nouveau mandat* », soulignant que « *il n'y a pas non plus de certitude qu'il puisse choisir son successeur* », ce qui signale qu'une contre-révolution est possible. Et pendant ce temps le mardi 9 le quotidien des affaires *Les Echos* a publié trois « analyses » et commentaires aux titres suggestifs : « [Au Venezuela, le grand gâchis pétrolier](#) » ; « [Hugo Chávez, le Mussolini des tropiques](#) » ; « [Vers le renforcement de son pouvoir personnel](#) ».

## Merci au peuple vénézuélien, merci à Chavez.

---

Comme nous pouvons voir l'oligarchie et ses représentants médiatiques ne s'intéressent même pas au minimum au fait que les élections vénézuéliennes ont été sans problème et que le peuple a majoritairement donné un autre mandat à Chavez. Ce n'était pas cela qu'ils voulaient et c'est pourquoi ils poursuivent leurs stratégies, comme l'écrivait Mocca, « pour soumettre de facto le pouvoir constitutionnel à leurs desseins, pour l'affronter dans la mesure où ils ne peuvent le soumettre et, éventuellement l'abattre ».

**Alberto Rabillota**, La Verdier, la France.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 10 octobre 2012.

### [\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

\* **Alberto Rabillotta** est journaliste argentin depuis 1967. Au Mexique por la « *Milenio Diario de Mexico* » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canda. Correspondant de l'Agencia de Services Spéciaux d'Information, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'Agencia de Noticias de México, NOTIMEX au Canada (1990-2009. Editorialiste sous de pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « *Milenio Diario de Mexico* » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres medias depuis 2009.

---

[1] Ver « [Un triunfo esperado, gratificante, alentador](#) » Alai-Amlatina, 7/10/2012

[2] Voir l'analyse et les chiffres dans Corrente : « [The Curious Case of the Part Time Worker : The BLS Jobs Report Covering September 2012](#) »

[3] [« Punishment Of The Spanish Political Class By The People »](#)

[4] Gar Alperovitz : « [Systemic Crisis, Politics as Usual](#) », Nakedcapitalism.com, 8 octobre 2012..

Dans une allocution à Seattle, le 3 octobre dernier, Alperovitz a souligné que « c'est un chiffre médiéval, et pas rhétorique », ajoutant dans la foulée que la société médiévale était structurée par la propriété de la richesse, en l'occurrence la terre. De l'une ou l'autre manière - selon Alperovitz - tous les systèmes fonctionnent sur la base de la propriété. Et dans le cas du système capitaliste actuel « *la concentration de la propriété est extrême, et continue d'empirer* ».

Et pour terminer ce passage rapide par la réalité du monde néolibéral, de la dictature du marché dans les pays centraux du système, il y a le commentaire de Martín Wolf, respecté (et conservateur) économiste qui écrit régulièrement dans le Financial Times, et qui cette semaine a repris une analyse intéressante de Robert Gordon, professeur de sciences sociales et d'économie [[Le travail de Robert Gordon figure dans [« Is U.S. Economic Growth Over ? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds »](#) Et une analyse est disponible dans [« What if the Global Financial Crisis is Permanent ? »](#)

[5] Edgardo Mocca « [¿Es un fantasma la amenaza a la democracia ?](#) »

[6] [¿El acta de nacimiento del neoliberalismo ?](#) Alberto Rabilotta